

CROSSING BORDERS

mouvements et luttes des migrations



Lettre transnationale d'information, n°1, octobre 2006

Régularisation à l'échelle européenne ! ou Pourquoi l'espace européen doit devenir un terrain de lutte pour les droits des migrants...

De Bruxelles à Amsterdam via Paris, de Göteborg à Rome et Athènes via Hambourg, partout en Europe migrants et réfugiés luttent pour la régularisation et le droit au séjour. "Des papiers pour tous" : il y a 10 ans le slogan du mouvement des sans papiers en France a marqué le début d'un nouveau cycle de luttes. Certes les conditions diffèrent d'un pays à l'autre et d'une personne à l'autre, et il est parfois difficile de voir les ressemblances, les "communs", entre un travailleur saisonnier exploité dans les champs de l'Andalousie espagnole et un migrant "régulier" qui vit et travaille dans l'espace européen. Entre un migrant sans papiers aculé aux travaux précaires en Italie et un "réfugié toléré" vivant dans un "campement" isolé dans le Nord de l'Allemagne. Et que dire de ce que vivent les migrants dans les centres de détention en Pologne, en Ukraine ou en face des grillages de Ceuta et Melilla ?

Les politiques européennes des migrations participent d'un système global et d'une tendance vers plus de contrôle et des lois plus restrictives. Le régime européen des frontières se déplace sans cesse vers l'Est et le Sud, il est "externalisé" : implication croissante des pays "voisins" (ex-Yougoslavie et Ukraine, Maroc, Libye, jusqu'à la Mauritanie) dans le contrôle des frontières européennes, installation dans ces pays de camps de détention pour étrangers. Cette politique n'a pas pour unique but d'empêcher migrants et réfugiés d'entrer en Europe, elle vise aussi à installer un processus d'"inclusion sélective" qui permette l'exploitation de migrants "irréguliers", de préférence jeunes

et forts. Certains migrants peuvent même entrer légalement, tant qu'ils acceptent des salaires de misère et des conditions de travail indignes.

Les luttes des migrants sapent et attaquent ce contrôle des migrations. Elles défient aussi bien les frontières extérieures de l'Europe qu'à l'intérieur ses frontières juridiques et sociales. Les migrants, y compris les étrangers rendus "irréguliers", ne sont pas qu'une force de travail à vil prix qu'on peut expulser. Ce sont aussi des sujets politiques qui luttent pour la liberté de circulation et le droit au séjour. Les régularisations de migrants ne sont pas dues au bon vouloir de gouvernements éclairés, elles sont le résultat des luttes menées par les migrants.

Nous sommes persuadé(e)s que pour combattre ce système ce n'est plus aux gouvernements et institutions nationaux qu'il faut s'adresser, mais que les revendications doivent être formulées dans le contexte d'une nouvelle lutte politique visant directement les institutions européennes et exigeant une régularisation à l'échelle européenne, une régularisation permanente qui remplace la production de l'illégalité, où le permis de séjour est déconnecté du contrat de travail, pour mettre fin à la précarisation croissante des conditions de travail.

Sous le prétexte d'empêcher les migrations clandestines, l'UE mène une guerre contre la liberté de circulation. C'est pourquoi l'espace européen doit devenir un terrain de lutte pour les droits des migrants. Si nous sommes persuadé(e)s que "personne n'est illégal" quelles que soient les frontières franchies à l'intérieur de l'Europe ou en dehors, alors tous doivent être "réguliers" sur tout le territoire européen !

De Varsovie en Pologne à Nouakchott en Mauritanie

7 octobre 2006 Journée transnationale d'action contre le contrôle des migrations

L'appel et les actions du 7 octobre sont une étape importante dans la résistance collective contre une politique des migrations inhumaine. Si les groupes qui s'impliquent font référence à leur situation locale ou nationale, la dimension transnationale de la mobilisation est néanmoins prépondérante. Les activistes d'Europe de l'Est manifesteront devant les bureaux de Frontex à Varsovie (lire encadré), tandis qu'à Nouakchott une conférence de presse mettra en lumière la criminalisation des migrations. De Londres à Athènes, de Hambourg à Barcelone, dans des douzaines de villes européennes auront lieu simultanément manifestations et actions. Bien plus : au-delà de la Mauritanie, au Maroc, en Tunisie et au Bénin des actions sont annoncées. Dans la longue liste de signatures, de nombreuses associations de plusieurs pays africains, qui soutiennent les revendications pour la liberté de circulation et contre le contrôle des migrations. C'est une nouvelle étape, pragmatique, de la coopération euro-africaine qui verra le jour le 7 octobre.

De Bamako à Rabat via Athènes... En janvier 2006 s'est tenue à Bamako (Mali) une première rencontre importante entre organisations africaines

et européennes, dans le cadre du Forum social mondial, dont est issu l'"Appel de Bamako pour le respect et la dignité de migrants", critique acérée des politiques européennes des migrations.

A la suite de cet appel, en mai 2006, l'assemblée des migrations du Forum social européen d'Athènes a décidé d'une troisième journée commune d'action. La première journée européenne, en janvier 2004, était centrée sur la régularisation et contre les camps d'étrangers ; la deuxième, en avril 2005, sur la liberté de circulation. Cette année, cette journée aura lieu le 7 octobre, pour rappeler les événements de Ceuta et Melilla en 2005. L'"externalisation" aux pays africains du contrôle des migrations est devenue une question cruciale. Fin juin 2006 à Rabat un contre-sommet a répondu au "Sommet euro-africain" (lire encadré), et l'appel pour le 7 octobre a été largement signé au niveau africain. Au-delà du 7 octobre, le défi des mois et années à venir sera de renforcer et développer ces contacts et cette coopération. Si nous cherchons des résultats concrets, si nous voulons contrecarrer, voire empêcher, les prochaines étapes du renforcement du contrôle des migrations par l'Europe sur le sol africain, nous devons travailler en réseau au niveau transnational.

Qu'est-ce que Frontex ? Pourquoi un "Sommet euro-africain" à Rabat ?

Depuis l'année dernière, la militarisation des politiques européennes des migrations s'est dotée d'un nouvel outil : Frontex! C'est le nom de la nouvelle Agence européenne des frontières, basée à Varsovie et dont les premières opérations viennent de commencer sur les côtes de l'Ouest africain : pour coordonner et intensifier le contrôle par mer et air et empêcher les boat people africains de parvenir en Europe. Aujourd'hui, en septembre 2006, sans grand succès : chaque jour de nouveaux bateaux accostent aux Canaries, toujours plus lourdement chargés, certains d'entre eux ayant parcouru plus de 1200 km, depuis la Mauritanie ou même le Sénégal.

Ces derniers mois, des centaines de gens se sont noyés ou sont morts de faim ou de soif en empruntant ce nouvel itinéraire, encore plus dangereux que le détroit de Gibraltar. Les gouvernements européens exercent une pression grandissante sur les pays africains pour qu'ils deviennent les exécuteurs des basses oeuvres de leurs inhumaines politiques de migrations. Au début de juillet 2006 s'est tenu à Rabat un "Sommet euro-africain sur les migrations et le développement", dont le but principal était de pousser les pays africains, surtout ceux du Nord et de l'Ouest, à adopter de nouvelles mesures de contrôle des migrations, arrêter les migrants en route vers l'Europe et aider à les expulser dans le désert ou les pays d'Afrique sub-saharienne.

Les gouvernements européens sont responsables de la mort de milliers d'Africains ces dernières années ; ils mènent une guerre contre les migrants et les réfugiés, dont Frontex est une nouvelle arme qui vise la destruction des (nouvelles) routes vers l'Europe.

Chronique : Mouvements et luttes des migrations...

Nous avons rassemblé ici des points forts des mouvements et luttes des migrants dans certains pays d'Europe et d'Afrique. Il est bien sûr impossible de résumer en quelques phrases, mais ce recueil tente de donner une idée de la multiplicité et de la diversité des campagnes et actions, pour renforcer l'intérêt et la compréhension mutuels et trouver les éventuels "communs" dans une nécessaire perspective transnationale. Dans les impressionnantes mobilisations américaines de ces derniers mois, où des millions de migrants ont manifesté pour leur régularisation, se manifeste la dimension sans cesse plus globale des luttes pour la liberté de circulation.

Belgique L'année qui vient de s'écouler a vu émerger et se développer une forme particulière des luttes des migrants sans papiers : les occupations d'églises, avec parfois des grèves de la faim. Des dizaines d'églises ont été occupées, avec comme revendication principale la régularisation sans conditions. L'État a tout d'abord sous-estimé la dynamique du mouvement et, sans avoir recours à une nouvelle loi, a en fait accordé des papiers à la quasi-totalité des réfugiés afghans, les premiers à se mettre en grève de la faim. Mais très vite les autorités ont dû faire face à une nouvelle vague de grèves, répondant parfois par la répression (à Bruxelles, deux églises ont été évacuées), et toujours par une rhétorique virulente ("l'État ne cèdera pas au chantage"), pour finir par accepter plus ou moins les revendications des grévistes. Le mouvement des sans papiers ne s'en contente pas, et exige une loi qui définisse des critères clairs et transparents pour tous.

France: A côté de la nouvelle loi, qui privilégie l'"immigration choisie" (i.e. l'immigration de travail sélectionnée) sur l'"immigration subie" (i.e. demandeurs d'asile et regroupement familial), la circulaire du 21 février 2006 organise la chasse aux sans papiers. Le gouvernement cherche aussi à expulser les écoliers de familles sans papiers, ainsi que leurs parents. Depuis un an et demi, un large réseau d'associations (RESF) a mobilisé, cachant les enfants, lançant des campagnes, intervenant dans les aéroports (et parvenant parfois à empêcher des expulsions). Durant le mouvement anti-CPE, une centaine de sans papiers ont occupé durant un mois des bureaux officiels vides près de l'université de Paris-Tolbiac ; ils ont été soutenus par les étudiants et ont participé à de nombreuses manifestations, discussions et assemblées sur la précarité et les migra-

tions. Les "1000 de Cachan", qui depuis quatre ans occupaient la Cité Universitaire de Cachan (banlieue sud de Paris), ont été expulsés le 17 août 2006, mais continuent une nouvelle occupation...

Allemagne 22 avril 2006 "Droit au séjour", telle était la revendication commune des manifestations qui se sont déroulées simultanément dans plusieurs villes, rassemblant chacune une centaine de participants. 1er mai 2006 : une conférence sur précarité et migrations a eu lieu à Hambourg quelques jours avant l'Euromayday (qui a réuni 2 000 personnes). 2 mai 2006 : des activistes occupent les toits de deux bâtiments administratifs à l'intérieur du centre de détention de Bramsche. Les détenus exigent la fermeture du camp, et multiplient les actions. Les réseaux antiracistes et les organisations de réfugiés se battent sans relâche pour le droit au séjour, contre les camps et les expulsions (notamment vers le Togo ou l'Afghanistan).

Italie Cette dernière année, les mouvements de migrants et antiracistes ont poursuivi la lutte dans toutes les grandes villes contre la loi Bossi-Fini, en organisant du nord au sud du pays des manifestations contre les centres de détention.

Les réfugiés et demandeurs d'asile demandent une loi garantissant leur statut (il n'existe pas en Italie de loi sur l'asile). Tandis que les migrants renforcent leur intervention et leur visibilité, de nouvelles expériences d'organisation ont vu le jour. D'un côté une forme de syndicalisme social, pour connecter migrants et travailleurs précaires, de l'autre la mise en réseau de nombreux groupes de migrants sur la base de leur autonomie. Après la grande manifestation du 2 décembre 2005, qui a rassemblé 30 000 migrants dans les rues de Rome, en juillet dernier les migrants se sont rassemblés devant le ministère de l'Intérieur pour exposer leurs revendications au gouvernement tout juste élu : déconnexion du contrat de travail et du permis de séjour, fermeture définitive de tous les centres de détention, régularisation permanente sans condition de salaire ni de travail.

Maroc 24 juillet 2006 à Rabat des réfugiés subsahariens ont fait un sit in devant les locaux du HCR. 27 d'entre eux ont occupé une église catholique, en demandant la reconnaissance de leurs droits de réfugiés, la protection et l'aide du HCR, en particulier pour les plus vulnérables, mineurs et femmes, et, puisque le Maroc ne les autorise pas à s'intégrer dans la société,



le droit de partir pour des pays tiers. La police les a brutalement expulsés de l'église et a arrêté deux membres d'une association de réfugiés, libérés plus tard.

Mauritanie 31 août 2006 de jeunes pêcheurs, accompagnés par leurs soeurs et leurs mères, ont protesté contre les contrôles incessants, le harcèlement et la confiscation de leurs bateaux par la Garde côtière mauritanienne. Ils ont menacé de ne plus payer leurs permis et d'émigrer secrètement si cette situation perdurait. Deux semaines auparavant, le gouvernement mauritanien avait accepté que l'UE surveille, par bateaux, hélicoptères et avions, son territoire pour empêcher les migrants de rejoindre les Îles Canaries.

Mali 26 août 2006 pour le 10ème anniversaire de l'évacuation de l'église Saint-Bernard à Paris, des manifestants ont tenté de se rassembler sur la Place de la Liberté devant la mairie de Bamako, mais la police a chassé la moitié des manifestants et en a arrêté deux, qui ont été libérés après un rassemblement de protestation devant le quartier général de la police. Le gouvernement malien redoute des actions publiques contre les expulsions depuis que, mi-août, il a accepté l'expulsion clandestine de 160 migrants depuis les Canaries.

Sénégal 2 juin 2006 des migrants expulsés des Canaries ont bloqué une autoroute dans la périphérie de Dakar pour protester contre les mauvais traitements infligés aux expulsés et exiger l'arrêt des charters. Le gouvernement sénégalais a d'abord suspendu les charters et a également refusé les patrouilles maritimes et aériennes de l'UE sur son territoire. Mais, à la fin du mois d'août, il a accepté des patrouilles conjointes avec l'UE, probablement en échange d'une contrepartie financière, baptisée "aide au développement".

Suède Le réseau *flyktingamnesti* 2005 a fait campagne pour l'amnistie de 30 000 réfugiés, déboutés par les autorités suédoises responsables des migrations,

mais qui pour des raisons diverses ont décidé de rester dans le pays. La campagne a eu pour résultat une nouvelle loi temporaire : tous les réfugiés emprisonnés ont été libérés et jusqu'à aujourd'hui la moitié de ces 30 000 réfugiés ont reçu l'autorisation de rester. Mais la loi temporaire a cessé d'être en vigueur le 31 mars, et le réseau a décidé d'arrêter la campagne et d'en lancer une nouvelle.

Ukraine En février 2006, les activistes de NoBorder Kiev ont lancé une campagne contre l'expulsion de demandeurs d'asile ouzbeks. 11 réfugiés qui demandaient l'asile ont été expulsés vers l'Ouzbékistan, où ils ont été emprisonnés. Leur sort demeure inconnu.

NoBorder Kiev, avec des réfugiés ouzbeks et des activistes de diverses associations pour les droits de l'homme, a organisé plusieurs actions de rue qui, en conjonction avec une campagne dans les médias et des enquêtes officielles, ont obligé le ministère de la Justice à reconnaître que des expulsions illégales avaient bien eu lieu. La campagne continue, ses buts sont loin d'être atteints.

Grande-Bretagne La dernière année a vu une montée en puissance des luttes des migrants et réfugiés, de plus en plus d'initiatives organisées par les migrants emprisonnés eux-mêmes, telles que grèves de la faim et revendications collectives sur les conditions de détention, qui ont à l'occasion eu lieu durant des manifestations à l'extérieur des centres de détention, notamment celui de Colnbrook à Londres en avril.

Les luttes sur le lieu de travail avec la participation des migrants se sont renforcées, tout particulièrement à Londres la campagne *Justice for Cleaners* dans le métro et dans la City. La mise en réseau et la communication se développent, donnant une visibilité accrue aux luttes des migrants, tandis que les ONG, les communautés et les syndicats multiplient les appels pour que la régularisation soit remise à l'ordre du jour.

Que veut "Crossing Borders" à propos de cette lettre d'information ...

"Crossing Borders" veut s'efforcer de favoriser la communication transnationale, pour renforcer et développer la mise en réseau des expériences de lutte des migrants, en Europe et au-delà. Loin d'ignorer les différences d'une région, d'un pays et d'un continent à l'autre, nous sommes convaincu(e)s de la nécessité de mettre en relation ces différences et de communiquer - et aussi de traverser les frontières ! Nous sommes engagé(e)s dans un processus de "devenir commun", non seulement par l'échange d'informations et d'expériences, mais plus encore par la lutte contre le régime global d'apartheid et de gestion des migrations, et pour les revendications communes de liberté de circulation et de droit au séjour.

Cette lettre d'information se focalisera sur les mouvements et les luttes des migrations, prises dans leur multiplicité. Dans chaque numéro, nous présenterons les campagnes, les luttes sociales et politiques se déroulant dans différents contextes locaux. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous vous proposons à tou(te)s de participer à ce projet et de nous faire partager vos expériences - au moins en quelques phrases. Mais une participation plus large est cruciale, à plusieurs niveaux : notre approche est multilingue et nous avons besoin d'aide pour les traductions. Notre projet s'appuie certes sur Internet, mais le plus important est de pouvoir imprimer de façon décentralisés, copier et distribuer dans les lieux et communautés où se trouvent les migrants. "Crossing Borders" est une initiative du réseau Frassainito, nous prévoyons des numéros réguliers, tous les trois ou quatre mois. Cette régularité dépend aussi de vos réactions et de votre participation ! Vous êtes tou(te)s invité(e)s à soutenir cette lettre d'information, en y contribuant et en la faisant circuler.

Contact frassainfo@kein.org Site web www.noborder.org/crossing_borders